

# VILLE DE BAGNOLS-SUR-CEZE

## CONSEIL MUNICIPAL

**Séance du 16 décembre 2017**

### PROCÈS-VERBAL

**Date d'envoi des convocations**

et de l'Ordre du jour du Conseil municipal : 7 décembre 2017

**Nombre de Conseillers municipaux : 33**

**Nombre de Conseillers municipaux présents : 27**

**Nombre de Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : 3**

**Nombre de Conseillers municipaux absents : 3**

L'an deux mille dix-sept, le 16 décembre 2017 à 10 heures, le Conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle de réunion de la Maison de l'Entreprise, sous la Présidence de Monsieur Jean-Yves **CHAPELET**, Maire.

**Conseillers municipaux présents** : M. Jean-Yves **CHAPELET**, M. Denis **RIEU**, Mme Emmanuelle **CREPIEUX**, M. Maxime **COUSTON**, Mme Ghislaine **COURBEY**, M. Michel **CEGIELSKI**, Mme Monique **GRAZIANO-BAYLE**, M. Vincent **POUTIER**, Mme Ghislaine **PAGES**, M. Rémy **SALGUES**, Mme Catherine **EYSSERIC**, Mme Karine **GARDY**, M. Raymond **MASSE**, M. Ali **OUATIZERGA**, Mme Laurence **VOIGNIER**, M. Christian **SUAU**, Mme Aldjia **SAIDIA**, M. François **PENCHENIER**, Mme Christine **MUCCIO**, M. Philippe **BERTHOMIEU**, Mme Carole **BRESCHET**, M. Anthony **CELLIER**, M. Serge **ROUQUAIROL**, Mme Claudine **PRAT**, M. Christian **ROUX**, M. Claude **ROUX**, M. Jean-Pierre **NAVARRO**

**Conseillers municipaux absents ayant donné procuration** : M. JC **REY** procuration à J-Y **CHAPELET**, Mme Murielle **ISNARD** procuration à G. **PAGES**, Mme Yvette **ORTIZ** procuration à S. **ROUQUAIROL**

**Conseillers municipaux absents** : M. Stéphane **PEREZ**, Mme Anne-Marie **AYMERIC**, M. Michel **AYMERIC**

**Secrétaire de séance** : Michel **CEGIELSKI**

**Jean Yves CHAPELET :** Avant de débiter ce Conseil municipal, je vous informe qu'après l'appel, nous observerons une minute de silence en mémoire des jeunes disparus dans la tragédie du bus de Millas, et nous traiterons ensuite deux questions qui sont sur table, qui sont des questions très techniques. Une concerne l'adhésion de Fontarèches au Syndicat Intercommunal d'Information Géographique, le SIIG, et puis pour les élus qui étaient à la Commission de Délégation des Services Publics cette semaine, nous allons repasser la délibération pour le crématorium. La dernière fois nous avons l'unanimité dessus, la Commission a donné un avis favorable à l'unanimité donc si vous êtes d'accord je la représenterai tout à l'heure. Et je vous expliquerai pourquoi nous sommes amenés à la passer à nouveau.

Je voudrais donner les prénoms des enfants qui ont disparus dans cette tragédie : Allan, Loïc, Chloé, Ophélia et Ianes. Tous les élus que nous sommes, avons une pensée pour les parents, pour ce drame qui secoue cette petite ville.

Si vous le permettez, à titre personnel, j'ai une petite pensée pour le maire de cette commune avec qui je partage la fonction et surtout la tristesse que j'ai pu voir dans les médias, m'a complètement abattu. Je vais vous proposer de vous lever et d'observer une minute de silence.

**1 mn de silence**

Merci.

Question n° : **01**

Rapporteur : **JY CHAPELET**

Objet : **Approbation des procès-verbaux des séances du 2 juillet et 10 décembre 2016.**

**Jean Yves CHAPELET** : Y-a-t-il des observations sur ces procès-verbaux ? Non, je les mets au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

Les procès-verbaux sont adoptés à l'unanimité.

Question supplémentaire  
Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Création d'un crématorium.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

Le taux de crémation ne cesse d'augmenter depuis son apparition en 1970 et atteint aujourd'hui près de 35 %. Les perspectives à 2030 prévoient un taux de 50%.

Le Département du Gard est équipé à ce jour de deux crématoriums, l'un sur la commune de Nîmes (Agglomération de Nîmes-Métropole) et l'autre sur la commune de Saint-Martin-de-Valgalgues (Agglomération d'Alès).

La commune de Bagnols-sur-Cèze souhaite réaliser un équipement qui permettra aux Bagnolais et aux habitants du Gard rhodanien de disposer d'un service funéraire de crémation local.

Le choix du terrain d'implantation est important et primordial car le crématorium est in fine la propriété de la collectivité. C'est pourquoi, le terrain d'implantation retenu pour cet équipement est situé à proximité immédiate du cimetière et du columbarium, parcelles cadastrées BK 17 et 18, entre la Route d'Avignon et l'Avenue Georges-Besse.

La commune peut :

- construire elle-même le crématorium et en assurer la régie directe,
- construire elle-même le crématorium et en déléguer la gestion,
- déléguer la construction et la gestion.

Le choix proposé est celui de la délégation de la construction et de la gestion.

Afin de constituer les dossiers de consultations des entreprises et d'encadrer juridiquement et techniquement la procédure, la commune souhaite se faire accompagner par un bureau d'étude dans le cadre d'une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage. Une consultation a été lancée en ce sens.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 27 janvier 2016.

**Jean Yves CHAPELET :** Cette question a déjà été présentée en Conseil Municipal et approuvée à l'unanimité et nous avons aujourd'hui largement progressé sur ce dossier de délégation de service public pour la création d'un crématorium sur la commune de Bagnols-sur-Cèze. Pour des raisons de forme, il a fallu que nous réunissions cette commission dans la semaine, ce n'est pas obligatoire puisqu'elle

n'émet qu'un avis mais il fallait qu'elle se réunisse avant la délibération car il faut se border juridiquement.

**Claudine PRAT :** Quand on dit qu'une consultation va être lancée pour assistance à maîtrise d'ouvrage, la personne qui nous a présenté le sujet n'est pas celle-ci ?

**Jean Yves CHAPELET :** « a été lancée » excusez-moi. C'est l'avant dernière ligne, il faut lire « a été lancée ». C'est une erreur de frappe.

**Serge ROUQUAIROL :** Je redis ce que très probablement, à quelques différences près, j'ai dit lorsque nous en avons discuté en Conseil Municipal, c'est que ça va dans le bon sens sur tous les plans, sur le plan écologique, sur le plan de l'occupation du territoire, sur le plan du service à la population et donc, évidemment, nous votons sans aucune retenue cette délibération.

**Jean Pierre NAVARRO :** Bonjour à toute l'assistance. M. Le Maire je tiens à vous remercier d'avoir bien voulu m'inviter à cette réunion qui a été très très intéressante. Au-delà de mes convictions intimes, j'ai apprécié la présentation qui en a été faite et d'ailleurs je n'ai pas hésité à voter pour le projet en faisant abstraction de mon « moi ».

**Jean Yves CHAPELET :** Je vous remercie, ce qui est quand même la règle de base c'est-à-dire quand on est élu, le soi comme vous le dites, on le met derrière et on se bat pour l'intérêt public.

Y-a-t-il d'autres commentaires ? Il n'y en a pas. Je le mets au vote.

Y-a-t-il des abstentions ? Non. Des oppositions ? Non.

**La question est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **02**

Rapporteur : **M. CEGIELSKI**

Objet : **Décision budgétaire modificative n° 02/2017.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

Au vu de la réalisation des dépenses et recettes de l'année 2017 il est nécessaire de modifier certains crédits budgétaires, tels que décrits dans le document joint en annexe.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 5 décembre 2017.

**Michel CEGIELSKI :** Sans aller trop dans le détail, cela concerne, comme vous le voyez, des transferts relatifs au sinistre de l'école Jules-Ferry, des transferts de dépenses qui ne seront pas réalisées, également du FCTVA chose nouvelle en fonctionnement pour 7.180 € et puis également concernant les actions Vigipirate dans les écoles.

**Claude ROUX :** Juste une question pour ma gouverne, la DM et le remboursement des assurances, ne n'est pas équivalent ?

**Jean-Pierre NAVARRO :** Je n'interviens pas pour une question, juste pour une petite déclaration, sans intérêt.

**Michel CEGIELSKI :** Simplement parce qu'il y avait eu un encaissement l'année dernière de la somme qui fait la différence.

**Jean Yves CHAPELET :** Vous l'avez compris, c'est une DM qui est assez technique. Depuis cette année, c'est une nouveauté, on peut encaisser du FCTVA en fonctionnement, c'est ce qui explique les 7 180 € que l'on n'avait pas inscrit, on va essayer d'en profiter.

La 2<sup>ème</sup> chose, vous voyez qu'en investissement on a 68.970 € qui correspondent à du remboursement de TLPE, la Taxe Locale pour la Publicité Extérieure pour laquelle nous avons eu des remarques des commerçants et comme ils avaient raison nous en remboursons une partie.

Ensuite, il faut que j'intervienne sur l'école Jules-Ferry car à peine sortis du 1<sup>er</sup> épisode, nous repartons dans un 2<sup>ème</sup> épisode. Je voudrais saluer et remercier tous les élus qui sont là y compris les élus de l'opposition qui sont passés nous voir vendredi matin devant l'école. Ça nous a fait chaud au cœur. Je salue le directeur de l'école Jules-Ferry, Thierry LEPELTIER, parce qu'il est en 1<sup>ère</sup> ligne, c'est comme à Verdun, il gère beaucoup de choses. Cependant, nous avons décidé de prendre quelqu'un qui sera rémunéré par les assurances pour suivre les travaux de

rénovation du bâtiment D en temps réel et j'ai pris l'engagement qu'à la rentrée de septembre les bâtiments seraient à disposition. Nous allons y mettre les moyens et avec Ghislaine PAGES j'ai reçu déjà une délégation de parents d'élèves.

Dernier point que je voudrais signaler sur cette DM, c'est le plan Vigipirate. Si vous regardez le bas de la feuille, vous avez 135.310 € de dépense en investissement. C'est-à-dire que nous avons voulu que le plan Vigipirate, autour des écoles, soit entier. Alors qu'est-ce qu'il y a derrière ? C'est de l'alarme, ce sont des barrières et nous avons touché de l'État, en recettes, 50.000 € donc c'est vraiment un geste fort, je le dis, c'est une DM qui apparaît technique mais qui en fin de compte derrière cache des volontés politiques marquées.

**Jean Pierre NAVARRO :** Simplement sur ma décision concernant, justement, cette décision budgétaire, il est bien entendu que l'avenir est plein d'imprévus et comme nul n'est prophète en son pays, cette décision est parfaitement compréhensible. De plus, elle porte sur moins de 1% du budget global, c'est pourquoi, sans préjuger de ma position concernant le budget prévisionnel 2018, je soutiens la présente proposition.

**Claudine PRAT :** En 2016, effectivement, les incendies et les incivilités, des poubelles, des containers ont été très perturbants pour la communauté. Est-ce qu'en fin d'année lors de l'établissement du compte administratif, on pourrait avoir une information sur le coût résiduel qui est induit ?

**Jean Yves CHAPELET :** Je vais vous répondre oui parce que d'abord tout ce qui concerne les poubelles c'est l'Agglo donc nous sommes obligés d'échanger, et puis la 2<sup>ème</sup> chose, c'est tout ce qui touche nos assurances, il y a des devis, des estimations qui sont en cours, tout n'est pas fini mais donc il n'y a pas de souci, lors du BP j'aurai un petit mot. Mais vous avez déjà une idée : 326.000 € + 115.000 € donc vous avez déjà une idée de ce que cela nous a coûté la 1<sup>ère</sup> fois.

**Serge ROUQUAIROL :** Je choisis d'intervenir sur cette question puisque l'on est en plein dans le cœur de ce qui a motivé la commission d'appel d'offre qui s'est réunie mardi après-midi. Je voulais, au préalable de cette intervention, vous dire M. le Maire tous mes remerciements pour la Présidence de cette commission d'appel d'offre que vous avez confiée au responsable de votre opposition donc je vous en remercie. C'est une position qui vous fait honneur, qui honore la démocratie locale et qui honore le travail des élus. Je l'ai dit à la commission, je le redis ici dans ce Conseil publiquement devant vous. Justement la commission portait sur la couverture d'assurance de la ville au prorata du nombre de m<sup>2</sup> assurés. Elle s'est conclue de façon positive dans le sens des intérêts de la ville même si effectivement la ville va payer un peu plus cher qu'elle ne payait auparavant puisqu'en principe quand on est sinistré ça coûte mais elle s'est déroulée de façon positive, nous avons été très bien conseillés par le bureau conseil que nous connaissions à l'époque quand j'étais aux affaires et qui faisait déjà un travail efficace. Et le 2<sup>ème</sup> sens de cette intervention, traditionnellement nous nous abstenons, nous votons contre les décisions modificatives en rapport avec le vote qui la plupart du temps est un vote critique à l'égard du budget mais nous adopterons une position tout à fait différente, d'abord

en raison du sujet et en raison de la présentation qui a été faite de cette décision modificative, elle concerne absolument et exclusivement l'intérêt collectif de notre communauté éducative et de la ville, et donc nous voterons cette décision modificative. Je vous remercie de votre attention.

**Jean Yves CHAPELET :** Je vous remercie M. ROUQUAIROL. Je vais mettre cette DM au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

Je suis touché que nous puissions avoir cette unanimité, je vous en remercie, la République s'en sort grandi.

**La question n° 2 est adoptée à l'unanimité.**



Question n° : **03**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Fixation des taux de promotion pour les avancements de grade.**

**1/Note synthétique de présentation :**

Des modifications réglementaires ayant été apportées pour les avancements de grade en catégorie C (de C1 à C2), il convient de réviser les taux de promotion.

Il est proposé de fixer pour ces grades un taux de 50%, identique aux autres grades ayant les mêmes conditions d'avancement.

Cette question a reçu l'avis favorable du Comité Technique en séance du 5 décembre 2017.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 5 décembre 2017.

**Jean Pierre NAVARRO :** Excusez-moi mais je ne suis pas assez intelligent pour bien saisir cette affaire. Vous dites que vous proposez de fixer pour la catégorie C un taux de promotion identique aux autres catégories, soit 50%. Or, dans la catégorie B je vois que tous les taux sont à 100%, là excusez-moi je ne suis pas assez au fait de ces affaires pour pouvoir vous suivre. Pouvez-vous m'éclairer s'il vous plaît ?

**Emmanuelle CREPIEUX :** C'est marqué dans le titre « aux autres grades ». Quand il y a 100% c'est quand il y a un examen et quand la personne réussit son examen on la nomme après et là c'est sans examen, on fait passer 50% des gens qui peuvent prétendre à avancement.

**Jean Pierre NAVARRO :** Aux autres grades ? Excusez-moi, pour moi-même et pour ceux qui viennent suivre le débat, de poser la question.

**Jean Yves CHAPELET :** M. Navarro, il n'y a aucun souci pour que l'on vous réponde en Conseil Municipal. Par contre, je pense que pour la fluidité du Conseil Municipal nous avons des commissions dans lesquelles nous travaillons en amont pour débattre et pour échanger, le Conseil Municipal est plus, pour aussi débattre et je le souhaite mais gardons le débat politique pour cette assemblée et les débats techniques pour les commissions. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 3 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **04**

Rapporteur : **G. COURBEY**

Objet : **Convention d'objectifs avec l'association « Les amis du cinéma de Bagnols-sur-Cèze ».**

### **1/Note synthétique de présentation :**

L'association « Les amis du cinéma de Bagnols-sur-Cèze » participe à la promotion de l'art cinématographique et de l'éducation à l'image. Elle organise des actions de communication et de sensibilisation auprès de tous les publics.

Il est proposé de renouveler le partenariat avec cette association en signant la convention jointe en annexe qui a pour objet de fixer les modalités du soutien financier que la ville souhaite accorder aux actions menées par l'association pour les années 2018, 2019 et 2020.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 5 décembre 2017.

**Serge ROUQUAIROL :** Si je m'en réfère au 1<sup>er</sup> mandat municipal que j'ai assumé à la délégation aux affaires culturelles de 1989 à 1995, nous avons initié à cette époque-là et cela s'est poursuivi dans la continuité républicaine de municipalité en municipalité, une action en faveur de la défense de notre cinéma, je vois qu'elle se poursuit par des moyens divers et tous dans le sens de la volonté de conserver notre salle et la volonté de conserver cet apport culturel à la population de Bagnols et des environs et donc évidemment, nous allons voter cette délibération. Mais je voulais en profiter pour signaler que c'était un historique continu à travers les municipalités qui se sont succédées.

**Jean Pierre NAVARRO :** J'ai bien lu la convention et dans le préambule je relève la volonté de la Municipalité de « *favoriser l'accès à la culture en priorité aux jeunes* » ce qui se conçoit aisément. Par ailleurs, j'apprécie l'article 3 où toutes les précautions sont assurées, tout cela me convient parfaitement.

**Jean Yves CHAPELET :** Je rappelle que l'on vote chaque année au titre de cette convention une subvention de 20.000 € donc c'est un geste fort et encore une fois, je vais revenir sur le sujet précédent, c'est-à-dire le sinistre à l'école Jules-Ferry. Le vendredi qui a suivi, pendant la période des NAP, le cinéma a ouvert ses portes pour accueillir tous les jeunes, tous les petits de l'école primaire Jules-Ferry et ils sont allés voir Gogo. Je les ai accompagnés et sincèrement que ce soient les papys ou les parents, nous nous sommes régalez. Un grand merci à ce cinéma qui a ouvert ses portes spontanément.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.  
Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 4 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **05**

Rapporteur : **G. COURBEY**

Objet : **Association « Keep On Bluesin' » : attribution d'une subvention.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

L'association « Keep On Bluesin' » a organisé la 5<sup>ème</sup> édition du festival de Blues les 21 et 22 juillet 2017 dernier, au théâtre de Verdure du Mont-Cotton.

La présidente de l'association sollicite de la ville de Bagnols-sur-Cèze une subvention.

Depuis 5 ans, cette association a fait renaître sur Bagnols un festival du Blues dont la qualité favorise l'image de la ville.

De nombreux bénévoles oeuvrent pour animer la ville avec de nombreuses manifestations telles que lotos, vide-greniers, etc..

Il est proposé d'attribuer une subvention de 4 500 € à l'association « Keep On Bluesin' ».

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 5 décembre 2017.

**Claude ROUX :** Je voterai, bien sûr, cette subvention. Cependant, je trouve que le libellé est un peu flou. Est-ce que c'est une subvention exceptionnelle ? Est-ce que c'est une avance pour 2018 comme nous avons fait l'année dernière ou une participation pour renflouer les comptes de cette année ? Et après une réflexion un peu plus personnelle, il serait peut-être intéressant de réfléchir à un changement de concept mais surtout de continuer à avoir ce festival qui amène quand même beaucoup de bonnes choses.

**Ghislaine COURBEY :** C'est une subvention exceptionnelle mais c'est aussi une avance car on ne peut pas réserver des artistes si on ne verse pas des avances. M. ROUQUAIROL a été adjoint à la culture et il sait très bien que l'on ne peut pas réserver des artistes si on ne verse pas de l'argent avant, sinon on les perd très rapidement, c'est un an d'avance. La culture rend attractive ces petites communes dont on fait partie, on n'est pas des ruraux mais pas loin par rapport aux grosses agglomérations et j'entends des questions du genre : « oui mais ça a un coût ». La culture ne se juge pas en termes de rentabilité, la culture c'est l'âme de la démocratie et la démocratie n'a pas de prix.

**Jean-Yves CHAPELET :** Pour répondre, il s'agit de procurer de la trésorerie à l'association, c'est à dire qu'on attribue une subvention un peu en amont pour lui permettre de payer les cachets. Par contre pour finir, j'ai reçu les organisateurs et il est sûr que vous avez raison, la géométrie, je vais le dire comme ça, du festival va

changer, va être reconcentrée. En tous les cas, ce sont des gens de grande volonté qui croient à ce qu'ils font.

**Claudine PRAT :** Juste un détail. Vous dites que c'est faire de la trésorerie pour réserver des artistes ce que je comprends très bien mais c'est malgré tout sur le budget 2017 ?

**Jean Yves CHAPELET :** Oui, ce sera sur le budget 2017.

**Claudine PRAT :** D'accord.

**Jean Pierre NAVARRO :** Effectivement cette association est très méritante car l'été Bagnolais sans son festival de Blues qui plait tant aux jeunes et pourquoi pas aux moins jeunes serait bien moins chaleureux donc merci à cette association.

**Jean-Yves CHAPELET :** Merci M. Navarro. Je la mets au vote. M. CEGIELSKI ne prend pas part au vote car il est intéressé par l'affaire.  
Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 5 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **06**

Rapporteur : **R. MASSE**

Objet : **Foyer éducatif du collège Gérard-Philipe : attribution d'une subvention.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

Dans le cadre des programmes éducatifs sur la politique de mémoire, qui mettent l'accent sur des faits historiques dans le but de construire une mémoire collective, des enseignants du collège Gérard-Philipe ont proposé aux élèves des classes de 3<sup>ème</sup> de travailler sur la commémoration du centenaire de la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale et d'étudier l'histoire des « poilus » Bagnolais.

De nombreuses recherches et récoltes d'informations ont été effectuées leur permettant de reconstituer toutes les étapes de l'engagement des soldats et d'organiser une exposition récapitulant les moments de vie de ces combattants. L'exposition visible au collège a été présentée lors de la cérémonie du 11 novembre 2017, à la mairie. Des correspondances imaginées ont été lues par les collégiens.

Les professeurs sollicitent de la ville de Bagnols-sur-Cèze une subvention pour l'aide à la réalisation de cet évènement.

Il est proposé d'attribuer une subvention de 300 € au foyer éducatif du collège Gérard-Philipe.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 5 décembre 2017.

**Raymond MASSE :** Je tiens à féliciter le collège Gérard-Philipe car maintenant nous avons de plus en plus de jeunes qui participent aux commémorations et je m'en félicite et on prépare déjà 2018. Je pense que ce sera un beau feu d'artifice M. le Maire.

**Jean-Pierre NAVARRO :** J'ai souvent fait état de mes sentiments patriotiques et il m'est quelque fois arrivé de lancer à la cantonade : « plus patriote que moi tu meurs ». Et bien j'ai largement trouvé mon maître en cette noble matière et je lui souhaite longue et heureuse vie et ne meurs pas, ne meurs pas surtout, bravo Raymond.

**Claude ROUX :** Permettez-moi M. le Maire de féliciter officiellement mon collègue Raymond MASSE. Je l'ai fait le jour même mais je voulais le refaire aussi lors de cette assemblée. Vous avez su donner une autre dimension à ces cérémonies et quand on a écouté ces lettres on va dire « inventées » il n'y avait pas de différence avec celles des années précédentes qui étaient lues. On a une jeunesse qui est formidable et avec l'actualité dont nous avons parlé en début de séance, il y a quelque chose qui est en relation. Continuez et encore merci pour eux, remerciez-les encore.

**Jean-Yves CHAPELET :** Raymond, je ne fais que m'associer au concert de louanges qui vient d'être fait mais vous le savez, on se voit suffisamment et nous attendons avec impatience ces surprises que vous nous promettez pour le 11 novembre 2018. J'ai été très touché par cette cérémonie mais vraiment très touché. Je pense qu'en dehors du patriotisme, en dehors de tout ce qui doit nous animer, de voir ces jeunes, c'est vraiment génial, je suis très fier. Je rappelle que les lettres qui ont été fournies étaient des lettres qui nous ont touchés et que ces lettres ont été versées aux archives de la mairie, elles sont aujourd'hui à disposition du public. Et puis dire que l'exposition que l'on m'a fait visiter était bien, c'était quelque chose de construit, c'était un vrai travail pédagogique, on sentait un altruisme qui était extraordinaire et surtout j'ai rencontré une jeune fille de 15-16 ans qui a l'œil pétillant et je pense que dans les années à venir au niveau politique on va la voir arriver celle-ci parce qu'elle a de la tchatche, elle a des idées, elle est pétillante, c'est vraiment un vrai plaisir, elle m'a fait visiter l'exposition, je pense qu'on la reverra d'ici peu de temps dans le monde politique Bagnolais.

**Raymond MASSE :** Je pense que nous avons quand même des jeunes qui sont vraiment bien à Bagnols et nous avons des collègues et des enseignants qui sont vraiment très bien je dirais.

**Jean-Yves CHAPELET :** Nous passons au vote.  
Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 6 est adoptée à l'unanimité**

Question n° : **07**

Rapporteur : **R. MASSE**

Objet : **Foyer éducatif du collège du Bosquet : attribution d'une subvention.**

**1/Note synthétique de présentation :**

Les élèves de la chorale du collège du Bosquet participent chaque année à la commémoration patriotique du 11 novembre.

La responsable de la chorale sollicite de la ville de Bagnols-sur-Cèze une subvention pour l'aide à l'achat de partitions et de tenues adaptées à l'évènement.

Il est proposé d'attribuer une subvention de 300 € au foyer éducatif du collège du Bosquet.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 5 décembre 2017.

**Raymond MASSE :** Pour permettre d'avoir un équipement et un habit et des partitions qui soient adaptés on lui attribue une subvention de 300 €. Je remercie également le collège du Bosquet.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Excusez-moi M. le Maire, au risque d'avoir l'air d'égrainer le chapelet, je ne pense pas à vous M. le Maire, je pense à l'objet religieux, je réitère ma déclaration de la question précédente, vous venez de l'appeler M. Raymond Masse, il le mérite bien à défaut de l'écharpe tricolore qu'il méritait tant et qui lui a été retirée au bénéfice de je ne sais qui ?

**Jean-Yves CHAPELET :** M. Navarro, nous sommes dans un moment de convivialité et je pense que l'on doit avoir l'unanimité dessus. Avec M. Masse, nous sommes amis depuis 30 ans donc ce que vous venez de faire est strictement intolérable, ici on a le droit de tenir les propos que l'on veut, mais essayer de briser ou de mettre un *couac* dans une amitié, je n'apprécie guère, je tenais à vous le dire. Je mets la question au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 7 est adoptée à l'unanimité.**



Question n° : **08**

Rapporteur : **G. PAGES**

Objet : **Convention entre l'association AGIR ABCD, la Caisse des Écoles et la ville de Bagnols-sur-Cèze dans le cadre du PRE.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

Dans le cadre de sa politique éducative, la ville a souhaité créer la Caisse de Écoles permettant l'organisation et la gestion du dispositif du Programme de Réussite Educative (PRE) sur la ville.

Dans ce cadre, les enfants de 2 à 16 ans en difficulté peuvent bénéficier d'accompagnement individuel en s'appuyant sur le réseau de partenaires éducatifs et médico-sociaux de la ville : Plus de 50 suivis individuels par an.

A chaque situation, une solution : accompagnement à la scolarité, atelier lecture-écriture (Coup de pouce : 7 clubs sur la ville soit 35 enfants de CP), inscription à des activités sportives ou culturelles, orientation vers un professionnel de santé.

Cet accompagnement s'appuie sur la valorisation du rôle des parents dans leur éducation.

Des ateliers « parents » permettent d'échanger entre parents sur les outils qu'ils peuvent mettre en œuvre à la maison pour favoriser la réussite éducative de leurs enfants

L'action « 1 pour 1 » permet un accompagnement individuel à la scolarité des enfants, notamment en mathématique et français, visant à donner des outils méthodologiques de travail. Cette action, accessible à tous les enfants bénéficiant du dispositif de la Réussite Educative, apporte aux enfants, sur 1 trimestre, un coup de pouce supplémentaire, avant de réintégrer des actions plus collectives.

Afin de mettre en place ce suivi, l'association AGIR ABCD interviendra en mettant à disposition des animateurs.

Il est proposé :

- de signer la convention avec l'association AGIR ABCD qui interviendra sur cette action et de verser la subvention correspondant au nombre d'heures effectuées.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 5 décembre 2017.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Cette opération me paraît très intéressante et je souhaite qu'elle porte beaucoup de fruits pour le plus grand bien de nos enfants.

**Claudine PRAT :** C'est effectivement très intéressant, ce qui est à remarquer c'est que ça correspond à peu d'heures d'intervention quand même puisque d'après ce que j'ai cru comprendre ce n'est que 2h par semaine. Ce qui représente un budget

de 1.200 € à l'année, ce qui est très peu. Alors est-ce que c'est la convention qui établit ces limites ou c'est qu'il n'y a pas plus de bénévoles qui viennent ?

**Ghislaine PAGES :** Cela n'a rien à voir avec le nombre de bénévoles, c'est en fonction du nombre d'enfants qui ont besoin d'une aide. On prend les enfants au cas par cas, c'est tout l'intérêt de ce dispositif c'est que c'est vraiment quelque chose d'individuel, du sur mesure. Pour moi, en tous les cas, ce qui est significatif, c'est le travail qui est fait en relation avec les parents. Ils sont complètement intégrés dans ce dispositif, ce qui leur permet de mettre les pieds dans l'école, ce qui vous le savez n'est pas toujours très évident pour certains parents et par ce biais là c'est quelque chose qui fonctionne vraiment très bien. Et surtout quand les enfants rentrent à la maison, ils peuvent discuter de l'école avec leurs parents et discuter enfin, on pourrait dire de ce qu'ils ont fait, de ce qu'ils font, de ce qu'ils vont faire à l'intérieur de l'école et les parents peuvent même s'ils n'ont pas accès à la lecture ou à l'écriture dialoguer avec leurs enfants, voir ce qu'ils ont fait ou ce qu'ils peuvent faire avec eux pour améliorer leurs résultats scolaires ou ne serait-ce que leur donner envie d'aller à l'école.

**Christian ROUX :** Dans ce dispositif, pour reprendre un petit peu ce qu'a dit Ghislaine, je pense que le volet ateliers/parents me semble très très intéressant parce qu'aujourd'hui on voit trop de parents qui baissent les bras, qui laissent leurs enfants, je dirai, un petit peu à l'abandon.

**Ghislaine PAGES :** C'est le but de ce dispositif.

**Jean Yves CHAPELET :** Avant de mettre cette question au vote, je voudrais juste vous rappeler que l'association AGIR ABCD que l'on connaît tous, je pense qu'on a tous des amitiés ou des connaissances qui œuvrent dans cette association, sera partenaire à part entière, comme la Mairie, comme la Région, de la journée formation des métiers qui va se dérouler le 1<sup>er</sup> février. J'encourage tous les élus qui sont ici à y faire un petit tour. J'essayerai moi-même dans mon agenda de me libérer pour cette journée.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 8 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **09**

Rapporteur : **G. PAGES**

Objet : **Attribution d'une subvention aux associations dans le cadre du « Pass-Loisirs » pour les chèques associations.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

Dans le cadre de la mise en place du « Pass-Loisirs », plusieurs objectifs étaient visés :

- la découverte de multiples activités pratiquées sur la commune,
- l'accessibilité pour tous aux associations sportives et culturelles bagnolaises,
- une aide aux associations à se faire connaître,
- une réponse aux objectifs du Projet Educatif de Territoire.

De ce fait, les enfants qui ont découvert une activité au cours du « Pass-Loisirs » se voient proposer une participation de 15 € leur donnant ainsi une aide financière pour une inscription dans une association.

Ce principe permettant de favoriser l'accès aux associations.

Il a été conventionné avec les associations participantes au « Pass-Loisirs », qu'elles réceptionneraient ces « chèques associations » et les déduiraient du montant de la cotisation.

La Ville s'engageant alors à verser une subvention de compensation.

Ainsi, 255 euros de subventions « chèques associatifs » ont été utilisés pour la période 2016-2017 :

- 2 chèques pour Détente Créative (30 euros)
- 2 chèques pour les AJT (30 euros)
- 1 chèque pour le BGR (15 euros)
- 4 chèques pour le FCBP (60 euros)
- 1 chèque pour Art et Pinceaux ACBM (15 euros)
- 1 chèque pour le T3CBM (15 euros)
- 6 chèques pour le BMBB (90 euros)

Il est proposé de verser les subventions suivantes :

- 30 € à l'association Détente Créative
- 30 € à l'association les AJT
- 15 € à l'association BGR
- 60 € à l'association FCBP
- 15 € à l'association Art et Pinceaux ACBN
- 15 € à l'association T3CBM
- 90 € à l'association BMBB

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 5 décembre 2017.

**Jean Yves CHAPELET** : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 9 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **10**

Rapporteur : **R. SALGUES**

Objet : **Renouvellement de la délégation de service public de fourrière à véhicules (enlèvement et gardiennage) sous forme de concession.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

Par délibération n° 004/2014 du 1<sup>er</sup> mars 2014, le Conseil municipal a approuvé la passation de la convention de délégation du service public de fourrière à gardiennage, conclue pour une durée initiale de trois années avec la SARL DSCC – 20 chemin de Cannes à St Victor la Coste, agréée par la Préfecture du Gard.

Cette délégation ayant été conclue pour une durée de trois ans, celle-ci est arrivée à expiration le 21 juillet 2017.

Il convient désormais de procéder à l'établissement d'une nouvelle convention de délégation de service public à intervenir pour une durée maximale de 5 années sachant que le montant des prestations à effectuer pour l'exécution de ce service représente une dépense annuelle moyenne de 4 000 €.

Par ailleurs, le montant annuel des sommes reçues par le prestataire n'excédant pas le seuil européen de 5 225 000 euros HT (art.10 du décret n°2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016), et que la durée maximale envisagée de la convention est de 5 ans, il est possible de recourir à la procédure « simplifiée » de délégation de service public prévue par le décret n° 2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016 relatif aux contrats de concession.

Il est donc demandé au Conseil municipal l'autorisation de mettre en œuvre cette procédure et d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention qui sera établie avec le candidat retenu.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 5 décembre 2017.

**Christian ROUX :** Est-ce que vous avez des éléments statistiques par rapport à la sortie de la fourrière sur les années précédentes ?

**Rémy SALGUES :** J'ai les chiffres, en 2014 on en avait 93, en 2015 199, 2016 256, 2017 on en est actuellement à 216 à peu près. Des voitures restituées, je peux vous donner les chiffres en 2017 sur 216 véhicules mis en fourrière, 180 ont été recherchés par leur propriétaire, 36 ont été détruits.

**Christian ROUX :** La délégation de service public, c'est une volonté ? C'est une obligation plutôt ? Est-ce qu'il y a quelque chose que l'on pourrait internaliser ?

**Rémy SALGUES :** Bien entendu, c'est un choix et ce choix a été fait donc en 2014 de prendre une concession, c'est une question de rapport, de savoir-faire, de prix et surtout aussi, bien entendu, il faut un terrain, des équipements, il faut du matériel donc le choix a été fait en 2014 de passer en délégation de service public et aujourd'hui on doit la renouveler, c'est toute la question renouveler ce choix et bien sûr choisir un délégataire.

**Serge ROUQUAIROL :** Juste pour mémoire, ça a tout le temps été une difficulté pour la ville de Bagnols lorsqu'il fallait payer pratiquement au cas par cas, c'était une rente infinie donc c'est un très bon choix, encore faut-il trouver un délégataire, c'est loin d'être évident.

**Claudine PRAT :** La convention est finie depuis le 21 juillet 2017, depuis comment cela se passe-t-il ? Il y a un avenant ?

**Rémy SALGUES :** On a continué jusqu'à cette année, c'est la raison pour laquelle il fallait absolument que l'on passe cette délibération de manière à ce que l'on puisse rechercher un nouveau prestataire pour la rentrée.

**Claude ROUX :** Est-ce que des entreprises bagnolaises ont candidatées ?

**Rémy SALGUES :** Pour le moment il n'y a pas eu encore d'appel d'offre de lancé, il sera lancé prochainement mais si une entreprise bagnolaise propose ses services, sa candidature sera bien sûr étudiée avec attention.

**Jean-Yves CHAPELET :** L'objet de la délibération c'est de demander l'avis du Conseil Municipal pour renouveler cette délégation de service public et relancer une procédure d'appel d'offre. Après, comme vient de le dire M. Salgues, il est difficile de trouver une société agréée sur le territoire. C'est-à-dire que si un garage d'Aix en Provence postule c'est sûr que pour aller rechercher le véhicule après à Aix en Provence... on est aussi attentif à ce critère-là. Sur le territoire, aujourd'hui, il y a Saint-Victor-la-Coste qui est agréé parce que c'est celle que l'on utilise et à ma connaissance je n'en vois pas d'autres. Je ne présage pas de ce que sera l'appel d'offre.

**Rémy SALGUES :** L'intérêt c'est d'avoir un bon service et un bon service pour nos citoyens, il n'y a pas que le prix qui rentre en ligne de compte.

**Jean-Pierre NAVARRO :** J'aurais besoin de quelques précisions qui m'ont amené à sélectionner trois questions parmi toutes celles qui se posent, si vous voulez bien me laisser les poser.

Premièrement, je suppose que le montant des prestations annuelles s'élevant à 4.000 € est versé directement par la commune au concessionnaire ?

2<sup>ème</sup> question, vous parlez par ailleurs d'une somme inférieure à 5.225.000 € reçue par le prestataire, en connaissez-vous le montant approximatif ? Je suppose qu'elle est vraiment inférieure ?

3<sup>ème</sup> question et puis vous répondrez après, à qui revient le produit des amendes inhérentes à ce genre d'opération ?

**Jean-Yves CHAPELET :** M. Navarro, je vais vous rappeler à l'ordre une deuxième fois aujourd'hui. Je suis le Président de ce Conseil, s'il me sait gré de vous répondre et que mon équipe vous réponde question par question, on vous répondra question par question mais ce n'est pas vous qui distribuez les réponses. La phrase « vous répondrez après » ce n'est pas vous qui menez les débats ici c'est moi.

**Rémy SALGUES :** Je ne répondrai qu'aux deux premières questions bien entendu. 4.000 € parce que parfois il y a des véhicules abandonnés donc le prestataire étant la mairie c'est elle qui paye et puis le reste après ce sont chaque personne, donc quand on restitue les véhicules, il y a le paiement de la prestation. Voilà ce qui explique ces 4.000 €. En revanche les 5.225.000 €, vous imaginez bien que c'est un problème de marchés publics, ce sont des seuils de marchés publics et c'est tout.

**Jean Yves CHAPELET :** Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 10 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **11**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Association « Bagnols-Marcoule Athlétisme » : attribution d'une subvention.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

L'association sportive « Bagnols-Marcoule Athlétisme » a organisé le 3 décembre 2017 le 54<sup>ème</sup> *Cross-Country* de la ville de Bagnols-sur-Cèze. Il s'agit du plus ancien cross français après celui du « Figaro ». Sa renommée nationale attire de plus en plus d'athlètes nationaux et internationaux.

Plusieurs courses ont été proposées notamment des courses d'éveil athlétique pour les tous petits à vétérans et une course populaire.

Cette année, à la place du kid's cross s'est déroulée une « envolée », course d'éveil athlétique pour filles et garçons à allure régulée de 800 m environ.

Il est proposé d'attribuer à l'association « Bagnols-Marcoule Athlétisme », une subvention de 500 €.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 5 décembre 2017.

**Christian ROUX :** M. Poutier je ne sais pas si c'est vous qui avez écrit la délibération ou « la renommée nationale » peut-être, je n'en suis pas sûr. En tous cas, oui, c'est le 2<sup>ème</sup> cross le plus ancien de France après le Figaro, c'est une réalité. Après je crois que quant à la renommée, la durée de ce cross, je pense qu'il est important de féliciter les dirigeants qui se sont succédés parce que c'est vrai qu'il existe depuis longtemps sauf que le cross aujourd'hui est en concurrence avec les courses sur route et donc j'espère que l'on va pouvoir le maintenir longtemps parce que c'est une école de la vie le Cross-Country.

**Vincent POUTIER :** Je suis tout à fait d'accord avec vous, alors après c'est vrai que l'on peut tergiverser sur la renommée nationale. On a quand même des gens qui viennent au moins des 3 grandes régions, Occitanie, Paca, Rhône Alpes. Je veux dire que l'on a des gens qui viennent d'au moins 300-400 km et ça c'est intéressant. Et c'est vrai que d'abord là aussi comme vous l'avez souligné il faut féliciter le BMA et on est à leur côté pour faire en sorte que cette manifestation perdure, qui est installée dans le paysage bagnolais mais aussi dans le paysage sportif de l'athlétisme et il n'y a aucune raison que cela ne perdure pas. En tous cas on voit bien que le niveau de participation année après année témoigne de la vigueur de la manifestation et du sport.



**Jean-Yves CHAPELET :** Je voulais juste féliciter le Président Alain GERKE qui fait un travail extraordinaire dans cette association et dire que c'était un vrai plaisir de voir tous ces petits courir dans le froid et puis un petit message un peu plus personnel, les crêpes étaient très bonnes. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? **1 abstention** (J-P Navarro).

**La question n° 11 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **12**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Association « Shidokan Karaté » : attribution d'une subvention.**

**1/Note synthétique de présentation :**

L'association « Shidokan Karaté » a mis en place des potences et des barres d'étirement afin d'améliorer le matériel sportif, disponible dans la salle d'arts martiaux située Espace Paul-Ulmann.

Suite à ces achats, l'association sollicite une aide financière de la commune.

Il est proposé de lui attribuer une subvention de 500 €.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 5 décembre 2017.

**Jean-Yves CHAPELET** : Y-a-t-il des commentaires ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? **1 abstention** (JP Navarro).

**La question n° 12 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **13**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Association « Pétanque Atomique Bagnolaise » : attribution d'une subvention.**

**1/Note synthétique de présentation :**

L'association « Pétanque Atomique Bagnolaise » a organisé à Bagnols-sur-Cèze les 7 et 8 octobre 2017 le 3<sup>ème</sup> supra national de pétanque.

Pour cette édition, 256 équipes venues de toute la France étaient présentes, dont de nombreux joueurs de très haut niveau qui se sont affrontés sur les terrains du bouldrome.

L'association sollicite une aide de la ville pour le financement de ces concours.

Il est proposé de lui attribuer une subvention de 500 €.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 5 décembre 2017.

**Vincent POUTIER** : Sachez que c'est le 3<sup>ème</sup> championnat qu'ils organisent et que pour ce 3<sup>ème</sup> championnat, ils ont refusé un certain nombre de compétiteurs puisqu'il y a des formats de compétition, ils se sont limités à 256 équipes. Dans les discussions que l'on a avec eux c'est d'éventuellement de passer au format suivant où on double encore le nombre d'équipes.

**Jean-Yves CHAPELET** : Y-a-t-il des interventions ? Non.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? **1 abstention** (M. Navarro)

**La question n° 13 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **14**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Association sportive du collège Bernard De Ventadour : attribution d'une subvention.**

**1/Note synthétique de présentation :**

Les élèves de l'association sportive du collège Bernard De Ventadour se sont distingués en obtenant leur billet pour les finales nationales des rencontres UNSS (handball, athlétisme, omnisports).

Ils ont représenté la ville de Bagnols-sur-Cèze et le département du Gard au niveau national à Fontainebleau du 14 au 17 juin dernier.

Cette délégation était composée de jeunes investis au sein de l'AS du collège mais également dans le milieu associatif local. Par leur assiduité et leur engagement, ces élèves symbolisent ce que le sport scolaire tente et ambitionne de transmettre en termes de valeurs éducatives. La plupart sont reconnus et validés en tant que juge et ou arbitre par le statut de jeune officiel. Certains mettent leurs qualités personnelles au profit du groupe et de l'équipe par des compétences plus spécifiques de coach.

L'association a sollicité une aide financière de la commune suite aux contraintes financières engendrées par la location de minibus, les frais de route et l'hébergement.

Il est donc proposé de lui attribuer une subvention de 200 €.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 5 décembre 2017.

**Jean-Yves CHAPELET** : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? **1 abstention** (JP Navarro)

**La question n° 14 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **15**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Association Sportive Automobile Rhône Cèze (A.S.A.R.C.) : attribution d'une subvention.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

L'association Sportive Automobile Rhône Cèze a organisé les 1<sup>er</sup> et 2 avril 2017, la 47<sup>ème</sup> édition de la course de côte automobile Bagnols/Sabran de niveau international, et a sollicité de la commune une subvention pour parfaire le financement de cette course.

Après l'édition 2016 particulièrement dramatique, l'association a eu d'énormes difficultés pour repartir.

L'édition 2017 a prouvé, grâce à une mobilisation sans faute des bénévoles, que cette course mythique avait toujours la cote auprès du public et des compétiteurs.

Afin de soutenir cette association, il est proposé de lui attribuer une subvention de 2 000 €.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 5 décembre 2017.

**Serge ROUQUAIROL :** Oui, je redis ici ce que j'ai dit en commission. Cette association mérite tout notre soutien. Elle a été effectivement gravement affectée par le décès qui est intervenu au cours de la 46<sup>ème</sup> édition. Il se trouve que la dernière édition a été marquée par la pluie ce qui fait, pour une association qui organise un spectacle de plein air, un déficit de recettes très important. Ils sont vraiment à la limite de la flottaison. Ils dirigent depuis très longtemps maintenant une épreuve de réputation nationale et européenne en tous cas sinon mondiale, européenne c'est sûr puisque l'on a régulièrement des compétiteurs italiens, des compétiteurs espagnols qui viennent sur cette course de côte. Je les ai accompagnés pendant longtemps, j'ai été leur correspondant de presse. C'est une association qui mérite tout notre soutien parce que l'on n'a pas idée de ce que ça représente pour l'armée de bénévoles qui travaillent, d'organiser quelque chose avec ce niveau de dangerosité et ce niveau d'exigence technologique. Donc, c'est bien que nous les soutenions et c'est bien que nous pensions à continuer de les soutenir pour qu'ils puissent aller de l'avant.

**Catherine EYSSERIC :** Je voulais dire effectivement que les collectivités territoriales, ensemble, soutiennent cette manifestation qui est une manifestation très importante avec une connotation départementale et régionale vraiment avérée. Avec la participation de coureurs qui viennent d'Europe, le Département, sur l'aspect de la sécurisation du parcours, a entrepris des travaux importants pour permettre de

mettre des rails de sécurité aux endroits stratégiques du parcours. La fédération a reconnu les efforts d'aménagement du parcours et la Région aussi a pris en compte la spécificité de l'évènement de l'année 2016 pour que cette année, en 2017, il y ait un effort particulier de soutien à l'association pour l'organisation. Alors il a plu, mais quand même les courses ont pu avoir lieu, il faisait plutôt froid, il y avait du vent, je me rappelle avec Vincent Poutier on se réchauffait autour d'un café avant la remise des coupes. Le Président Régis COURT nous a reçus et nous a demandé une attention particulière pour l'édition 2018 qui est en train d'être organisée. Tous les bénévoles sont mobilisés et motivés pour que cet évènement qui est vraiment fort dans notre territoire puisse perdurer au-delà des difficultés qu'il a connues et qu'il a affrontées avec beaucoup de courage et d'efficacité. Bravo à l'association pour ce qu'elle a réalisé compte tenu des circonstances.

**Claude ROUX :** Je vais corroborer un peu ce que dit Serge, la course automobile ce n'est pas un tournoi de belote donc il y a de la sécurité et c'est dangereux mais il ne faudrait pas quand même qu'à force de charger les associations en normes, en obligations, on tue ce genre d'épreuve. Alors la sécurité n'a pas de prix mais quand même il ne faudrait pas faire du grand n'importe quoi.

**Vincent POUTIER :** Mme la Conseillère Régionale l'a souligné on s'est rencontré il y a à peu près 3 semaines pour une réunion de travail au cours de laquelle nous avons renouvelé notre soutien pour l'année qui vient. C'était important pour eux car il fallait qu'ils s'engagent avant la fin de l'année, car il y a des dispositifs d'inscription donc on peut annoncer à ceux que l'on sait que l'édition 2018 aura bien lieu.

**Jean-Yves CHAPELET :** Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 15 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **16**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Servitude de passage d'une canalisation souterraine consentie à Electricité Réseau Distribution France (ERDF).**

**1/Note synthétique de présentation :**

La Commune a signé une convention avec Electricité Réseau Distribution France (ERDF) pour autoriser cette dernière à établir une canalisation souterraine :

- d'une largeur de 1 mètre sur une longueur de 180 mètres sur les parcelles cadastrées BN 118 et BN 124 situées Allée des Thuyas.

ERDF a chargé Maître CAMINADE, notaire à Trèbes, pour régulariser ladite convention par acte authentique.

Il est proposé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint, Monsieur Vincent POUTIER délégué au Sport, à l'Urbanisme et à l'Intercommunalité, à signer en l'étude de Maître CAMINADE l'acte authentique relatif à la servitude suscitée.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 5 décembre 2017.

**Claudine PRAT :** Simplement pour savoir, c'est une rénovation de réseau ? C'est une extension ? L'objet de cette nouvelle canalisation ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Pour l'allée des Thuyas c'est une reprise du réseau.

**Claudine PRAT :** D'accord, rénovation d'un réseau existant.

**Jean Yves CHAPELET :** L'Allée des Thuyas fera l'objet d'une rénovation urbaine. Si vous passez dans ce coin, vous verrez au-dessus ce qu'on appelle « une bretelle », un câble affreux qui va d'un lampadaire à un autre lampadaire, on va l'enfourir.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? **1 abstention** (JP NAVARRO)

**La question n° 16 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **17**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Renouvellement de l'action « Opération façades » pour l'année 2018.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

Depuis de nombreuses années la Commune accompagne sa politique d'embellissement du centre-ville et de ses abords en incitant les propriétaires à engager des travaux de ravalement de façades de leurs immeubles ou locaux commerciaux par l'attribution de subventions municipales.

La création de la « Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager » (Z.P.P.A.U.P.) englobant le centre ancien et ses abords contribue à protéger et à mettre en valeur les immeubles compris dans ce périmètre mais augmente, dans certains cas, le coût des travaux de restauration.

La Commune entend donc continuer en 2018 à soutenir les actions spontanées de ravalement de façades par l'octroi de subventions aux maîtres d'ouvrage.

Les montants des subventions précitées seront calculés selon les modalités suivantes :

➤ **Travaux de simple badigeon** : 8 €/m<sup>2</sup> de façade traitée, directement visible de la voie publique, avec un montant maximum de 400 €. Seuls les travaux de badigeon sont subventionnables.

➤ **Travaux de ravalement** : 16 €/m<sup>2</sup> de façade traitée, directement visible de la voie publique, avec un montant maximum de 800 €. Seuls les travaux d'enduit sont subventionnables.

➤ **Travaux de rejointoiement de pierres de taille** : 16 €/m<sup>2</sup> de façade traitée, directement visible de la voie publique, avec un montant maximum de 800 €. Seuls les travaux de rejointoiement sont subventionnables.

➤ **Éléments architecturaux remarquables** : une aide complémentaire pourra être attribuée dont le montant sera évalué en fonction de l'importance de l'intervention et de son coût.

➤ **Remplacement d'une antenne parabolique par une antenne satellite plate de faible dimension** : 50 % du coût hors taxes de fourniture et de pose, avec un maximum de 100 € par antenne parabolique remplacée.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement et à la Commission des moyens généraux du 5 décembre 2017.



**Claude ROUX :** Simplement une question par rapport aux éléments architecturaux remarquables, je pense aux portes cochères. Est-ce que la municipalité a les moyens, plus ou moins, d'imposer de la rénovation pour éviter des verrues ? Quand on prend la rue de la Poulagière il y a des portes cochères magnifiques mais les colonnes sont abimées, sont noires.

**Jean-Yves CHAPELET :** Je vois ce que vous voulez dire. Est-ce qu'on peut imposer une rénovation au propriétaire ? Non. Par contre, il existe des procédures qui existent de mise en péril. Je vous cite un cas typique, celui de l'immeuble qui se trouve rue Albert-André et pour lequel nous butons depuis 20 ans en raison de problèmes de succession. Non seulement, nous n'arrivons pas à le faire rénover mais en plus nous n'arrivons même pas dans le cadre de la procédure de péril imminent à faire que ce bien soit mis en sécurité. Voilà, c'est un cas où nous n'avons pas de possibilité directe. Par contre, ce que l'on peut faire c'est mettre des procédures de péril qui obligent les propriétaires à faire des travaux mais il faut faire très attention de ne pas mettre plus en difficultés les gens qui sont à l'intérieur et si vous vous substituez, il nous est arrivé de nous substituer, entre autres sur l'immeuble de l'avenue Léon-Blum, quand vous vous substituez, vous avancez le montant des travaux, vous engagez une procédure judiciaire mais il faut être sûr qu'à la fin, la procédure judiciaire aboutisse donc ce sont des procédures très compliquées.

**Serge ROUQUAIROL :** Toutes les questions des « arrêtés de péril » c'est vraiment très complexe. Ça met du temps à être décidé parce que ça engage la commune à des frais souvent très importants dont il n'est pas évident qu'elle soit, un jour ou l'autre, remboursée mais ça s'appelle bien « arrêté de péril » c'est-à-dire que lorsque la sécurité des passants est menacée par un immeuble qui menace ruine, là on est bien obligé d'intervenir. Je dirais qu'en dehors de la zone P.P.A.U.P nous avons quelques bâtisses dans Bagnols qui souffrent de défaut d'entretien de leur propriétaire de façon assez évidente. On ne peut que le déplorer. Mais c'est vrai que ça n'embellit pas nécessairement le paysage urbain.

**Claudine PRAT :** J'ai une question aussi, est-il vrai comme on me l'a suggérée...

**Jean-Yves CHAPELET :** Si c'est « on vous l'a dit » croyez-moi ce n'est pas vrai. Il y a une chose que j'ai appris c'est le « on dit », « on m'a dit que » ce n'est pas vrai. Excusez-moi, allez-y.

**Claudine PRAT :** On m'aurait dit que le fait de profiter de cette opportunité pour les ravalements de façades génère au niveau des impôts fonciers un changement de catégorie et une augmentation de la taxe foncière ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Non. Les changements de catégorie sont actés au niveau de la commission des impôts directs qui se réunit une fois par an mais je n'ai pas connaissance de ça. Les changements de catégories c'est lorsque vous avez une autorisation de travaux et que à l'intérieur vous créez de l'habitat, mais les ravalements de façades n'ont jamais fait un changement de catégorie.

**Claudine PRAT :** Ça ne change pas les coefficients et la valeur locative ?

**Jean Yves CHAPELET :** Les changements de catégorie, si un jour quelqu'un peut m'expliquer comment ça marche ?

**Serge ROUQUAIROL :** En gros, sur les changements de catégorie c'est quand on passe de taudis à maison habitable et que la personne qui a organisé les travaux a un peu oublié de le déclarer. Là ça peut justifier quelque fois des redressements.

**Jean Yves CHAPELET :** Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote. Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? **1 abstention** (JP NAVARRO)

**La question n° 17 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **18**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Cession à la Commune de l'Impasse de la Nisado par ses co-indivisaires – Classement de cette voie dans le domaine public communal.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

Les propriétaires du groupe d'habitations de l'impasse de la Nisado ont sollicité le classement de l'impasse dans le domaine public communal.

Cette impasse est cadastrée BY 19, elle a une superficie de 745 m<sup>2</sup>. Elle mesure 70 mètres de long. Sur 47 mètres, elle présente une largeur de 8 mètres et sur le reste de la longueur, elle a une largeur de 17 mètres qui permet notamment le retournement des engins de secours. En outre, la voie présente un bon état d'entretien.

Dans le cadre d'un transfert amiable, le classement des voiries et réseaux du lotissement est dispensé d'une enquête publique préalable, sauf lorsque le classement a pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

Ce transfert amiable et gratuit suppose au préalable l'accord de tous les propriétaires de la voie et de la collectivité publique.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'accepter la cession pour l'euro symbolique de la parcelle cadastrée BY 19 constituant l'assiette foncière de la voie dénommée « Impasse de la Nisado », consentie à la Commune par ses co-indivisaires,
- de classer cette voie dans le domaine public communal,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint, Monsieur Vincent POUTIER délégué au Sport, à l'Urbanisme et à l'Intercommunalité, à signer les actes notariés et tous documents correspondants relatifs à la cession et au classement de cette voie.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 5 décembre 2017.

**Claudine PRAT :** Quand on regarde ce plan, effectivement c'est une impasse mais il se trouve qu'entre les parcelles 16 et 22 on voit un petit pointillé qui semblerait faire penser qu'il risque d'y avoir un passage qui déboucherait sur la parcelle 15.

**Jean-Yves CHAPELET :** La parcelle 15 qui est communale et qui derrière, nous permettrait de rentrer sur le chemin Vieux de Lyon ? Non, il n'y a pas de projet. Le petit pointillé que vous avez dessus c'est une servitude d'évacuation d'eaux pluviales.

**Claudine PRAT :** Il n'y a pas de communication envisagée ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Non. Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? **1 abstention** (JP NAVARRO)

**La question n° 18 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **19**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Acquisition d'une parcelle auprès de M. Jean DUVAL et Mme Martine BERTIN – Chemin du Fangas - Classement de cette parcelle dans le domaine public communal.**

**1/Note synthétique de présentation :**

Monsieur Jean DUVAL et Madame Martine BERTIN se sont tournés vers la Commune pour lui proposer l'achat de la parcelle cadastrée AZ 338, pour une superficie de 44 m<sup>2</sup>. Cette parcelle se situe au 84 Chemin du Fangas.

A ce jour, bien qu'appartenant à Monsieur Jean DUVAL et Madame Martine BERTIN, cette parcelle correspond à la voirie communale. Par conséquent, après que la Commune en ait fait l'acquisition, il conviendra de la transférer dans le domaine public communal.

Monsieur Jean DUVAL et Madame Martine BERTIN ont donné leur accord pour une cession à l'euro symbolique.

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'acquérir auprès de Monsieur Jean DUVAL et Madame Martine BERTIN la parcelle cadastrée AZ 338, pour une superficie de 44 m<sup>2</sup>, à l'euro symbolique,
- que les frais notariés soient à la charge de la Commune,
- de transférer la parcelle AZ 338 dans le domaine public communal,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint, Monsieur Vincent POUTIER délégué au Sport, à l'Urbanisme et à l'Intercommunalité, à signer les actes à intervenir et tous documents se rapportant à cette affaire.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 5 décembre 2017.

**Jean-Yves CHAPELET** : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? **1 abstention** (JP NAVARRO)

**La question n° 19 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **20**

Rapporteur : **M. GRAZIANO-BAYLE**

Objet : **Convention de déversement pour le transport des effluents d'eaux usées des communes de Vénéjan et Saint-Nazaire par le réseau de collecte des communes de Saint-Nazaire et Bagnols-sur-Cèze.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

Par une convention de déversement conclue le 18 juin 1991, à terme du 31 décembre 2002, les communes de Vénéjan, Saint-Nazaire et de Bagnols-sur-Cèze définissaient les modalités techniques et financières du rejet des effluents urbains des communes de Vénéjan et Saint-Nazaire vers la commune de Bagnols-sur-Cèze.

Depuis le 1er janvier 2003, aucune convention ne couvre plus l'utilisation effective de ces réseaux par les effluents eaux usées desdites communes.

Les parties sont convenues d'une nouvelle convention qui prévoit les conditions administratives, techniques, financières et juridiques du bon acheminement de ces effluents vers les installations de transfert et de traitement du Sabre.

Le projet de convention de déversement/transport des effluents eaux usées des communes de Vénéjan et Saint-Nazaire par le réseau de collecte des communes de Saint-Nazaire et Bagnols-sur-Cèze est joint à la présente délibération.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 5 décembre 2017.

**Monique GRAZIANO-BAYLE :** Si vous me le permettez M. le Maire, je voudrais donner une seule petite précision. Le calcul se fait sur le mètre linéaire et sur la base de la facture d'eau. Ça concerne en fait la réfection des conduits et l'entretien des canalisations.

**Claudine PRAT :** Ma question vaut pour cette question et la suivante puisque ce sont les mêmes. Lors de la construction de la station d'épuration du SABRE le passage de ces eaux des communes avoisinantes avait été pris en compte ? On n'a pas augmenté le volume connecté, on a juste créé une convention ?

**Monique GRAZIANO-BAYLE :** Ça a été pris en compte puisque ça passe dans les canalisations de Bagnols.

**Claudine PRAT :** Depuis la construction ?

**Monique GRAZIANO-BAYLE :** Oui, il est normal que les communes qui transitent par les canalisations de Bagnols-sur-Cèze participent à la fois à leur remplacement et à leur entretien puisque nous avons des contrats d'entretien de ces canalisations.

**Claudine PRAT :** D'accord.

**Jean-Yves CHAPELET :** Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? **1 abstention** (JP NAVARRO)

**La question n° 20 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **21**

Rapporteur : **M. GRAZIANO-BAYLE**

Objet : **Convention de déversement pour le transport des effluents d'eaux usées des communes de Saint-Gervais par le réseau public d'assainissement de la commune de Bagnols-sur-Cèze.**

**1/Note synthétique de présentation :**

La Commune de Saint-Gervais déverse ses effluents eaux usées dans le réseau de la Commune de Bagnols-sur-Cèze depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012 sans autorisation formelle et sans contrepartie technique ni financière au profit de la commune de Bagnols-sur-Cèze.

Les parties sont convenues d'une nouvelle convention qui prévoit les conditions administratives, techniques, financières et juridiques du bon acheminement de ces effluents vers les installations de transfert et de traitement du Sabre.

Le projet de convention de déversement/transport des effluents eaux usées de la commune de Saint-Gervais par le réseau de collecte de la commune de Bagnols-sur-Cèze est joint à la présente délibération.

Cette question a été présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 5 décembre 2017.

**Jean-Yves CHAPELET** : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.  
Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? **1 abstention** (JP NAVARRO)

**La question n° 21 est adoptée à l'unanimité.**



Question n° : **22**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Réforme du stationnement payant de la voirie - Fixation et modalité de la redevance.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

La loi de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles (MATMAP) du 27 janvier 2014 prévoit, à compter du 1er janvier 2018, la décentralisation et la dépénalisation du stationnement payant sur voirie.

Cette réforme a pour objectif de donner davantage de compétences aux collectivités locales par :

- la mise en oeuvre d'une stratégie en matière de tarification,
- l'incitation au paiement dû à un renforcement de la surveillance,
- une meilleure rotation du stationnement.

Il est donc proposé de fixer les modalités du stationnement payant et la tarification du stationnement payant.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 5 décembre 2017.

**Jean Yves CHAPELET :** Je m'excuse de n'avoir pu vous présenter cette question en Commission, cependant, j'avais mandaté M. Talon pour le faire. Je vais reprendre les faits. Voilà maintenant plus d'une année que nous savions qu'une nouvelle loi allait sortir et qu'elle devra être mise en application le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Cette loi porte sur la réforme du stationnement payant dans les communes. A l'époque, le groupe de travail qui s'est penché sur la question a fait un constat unanime sur la vétusté de notre stationnement payant sur la commune et donc de la nécessité de le moderniser.

Nous étions sensibles à ce que l'on nous disait et notamment les associations de commerçants, à savoir que le turnover des véhicules auprès des commerces n'était pas suffisant, que nous avions aussi un tarif qui datait de 2002 qui avaient été réactualisé au moment du passage à l'euro mais c'est la seule chose qui avait été faite et puis que nous avions, de plus en plus et c'est normal, une demande croissante de la population qui sont soit les riverains, soit les artisans, soit les commerces, soit des gens qui travaillent dans le centre-ville et le fait de ne pas disposer d'abonnements commençait à créer des soucis ainsi que les pannes récurrentes des appareils et puis le dernier point était aussi la sécurisation des relevés des compteurs parce que c'est vrai que ce n'était pas non plus sécurisé.

Donc, ce petit groupe a essayé à la fois de moderniser notre stationnement payant, de l'adapter, aujourd'hui la place de la voiture dans la ville ce n'est pas celle d'il y a 20 ans, aujourd'hui la ville est transformée et puis la place de la voiture à l'intérieur de la ville aussi a bougé et puis surtout il fallait donner une cohérence à tout ça.

Donc la 1<sup>ère</sup> action que nous avons votée, souvenez-vous dans le BP, dans la partie investissements, c'est celle des horodateurs. Pourquoi ? Parce que les nouveaux horodateurs permettent d'avoir une souplesse d'utilisation. Vous pouvez payer en carte bleue, on peut les programmer comme on veut, enfin c'est du matériel moderne et puis surtout on s'est aperçu que certains horodateurs étaient moins utilisés que d'autres donc on a redonné une cohérence à notre parc d'horodateurs en les redéployant. C'était le 1<sup>er</sup> acte fondateur de notre réflexion.

La 2<sup>ème</sup> chose, lorsqu'on regarde autour de nous, pour faciliter le turnover, des zones bleues se créent un peu partout dans les grandes métropoles, dans les petites métropoles et de quelque chose qui était devenu un peu has-been, souvenez-vous, je fais partie d'une génération où on vous apprend encore, quand vous passiez votre permis à utiliser les disques de zones bleues, ce passé est revenu à la mode et c'est ainsi qu'au mois de juin l'année dernière, nous avons décidé de déployer la zone bleue, nous l'avons mise en place, on a commencé à mettre les panneaux, on a commencé à tracer au sol et en septembre on a commencé à le mettre en application. Aujourd'hui, nous commençons, sans présager, sans vouloir vraiment vous faire une présentation idyllique, à avoir des retours positifs.

Donc, je résume, le 1<sup>er</sup> volet, changement des horodateurs, le 2<sup>ème</sup> volet mise en place de la zone bleue et comment améliorer le turnover et puis 3<sup>ème</sup> volet se rendre conforme à la nouvelle réglementation sur le stationnement payant.

La nouvelle réglementation qui est en place, change complètement la philosophie du stationnement payant, il ne s'agit plus aujourd'hui d'amendes, il s'agit d'utilisation du domaine public. C'est-à-dire que quand vous utilisez le domaine public pour garer votre voiture ça devient de la compétence de la commune mais le forfait qui est payé pour utiliser le domaine public est du même niveau, il est régi par la même réglementation que lorsque vous utilisez le domaine public pour garer le camion de déménagement quand vous déménagez de chez vous ou quand on utilise la terrasse du café.

1<sup>ère</sup> chose, il a fallu déterminer le forfait. Le forfait ça correspond à quoi ? Dans la réglementation il faut déterminer deux critères, le temps d'occupation donc là pour nous, nous avons décidé qu'il serait de 7 heures, c'est-à-dire que vous pouvez payer un forfait pour 7 heures d'utilisation d'une place de stationnement et ensuite déterminer le montant qui correspond à l'utilisation de 7 heures d'occupation de cette place. Aujourd'hui, nous l'avons déterminé c'est 30 €. Une fois que cette base est faite, vous allez décliner tout ce que vous allez faire. J'ai mon véhicule, si je décide que je ne veux pas payer 30 € parce que je vais rester 1/2 heure, je vais au parcmètre, je mets ma carte bleue, je paye 0.50 € pour 1/2 heure, je prends mon ticket. Si je décide de rester une heure, je coche 1h et ainsi de suite. Le but est de provoquer du turnover. C'est-à-dire que l'on a un tarif qui est vraiment linéaire jusqu'à 3h30 et après 3h30 il faut qu'il devienne dissuasif. 3h30 c'est une 1/2 journée, je crois que c'est 2.50 €, on reverra le prix tout à l'heure. Le but c'est de bouger la voiture qu'elle ne reste pas en ventouse. Donc voilà le principe.

Si je décide que je ne veux pas payer le parcmètre, je prends un forfait à 30 €. Ce qui veut dire que si un agent assermenté passe et vous contrôle, il ne relève pas d'infraction puisque vous utilisez le forfait. Si vous avez dépassé la date, je mets 2h et j'arrive en fin de compte au bout de 3h, vous allez bien sûr payer le forfait mais on va vous déduire les heures que vous avez payées précédemment. C'est clair ? Si vous voulez porter réclamation sachez que la commission sur laquelle vous allez

porter réclamation est une Commission communale, elle ne partira pas au tribunal de police. Aujourd'hui, aussi ces procédures sont assouplies, ce n'est que lorsque vous faites appel que votre réclamation ira dans une instance moins proche du terrain.

Je viens de vous donner le principe du forfait de stationnement, je vais vous parler à présent des abonnements. C'est-à-dire que les riverains aujourd'hui ont une possibilité d'abonnement. Cette possibilité d'abonnement, le montant était de 17 € depuis très longtemps, aujourd'hui nous l'avons porté à 20 € mais avec la possibilité aussi d'avoir un 2<sup>ème</sup> véhicule pour 10 €. La procédure, on va à la police municipale, on déclare les plaques d'immatriculation, c'est réglé. Pour les professionnels de santé Bagnolais, c'est-à-dire les médecins, les infirmiers, titulaires d'un caducée, le montant de cet abonnement sera de 40 € par mois. Alors pourquoi 40 € ? Nous avons fait un petit sondage auprès du corps médical, il s'avère que globalement, lorsqu'on met 1 €/jour, sur 30 jours ça fait 30 € et comme me disent les médecins ou les infirmières on arrive à oublier donc on prend un PV à 17 €. Donc, 40 € c'est bien. Pour les artisans et pour les commerçants qui eux ont une activité, je vais prendre un exemple, les fleuristes qui vont livrer, les agents immobiliers, sachez que la liste de ces commerçants qui seront assujettis à cette possibilité d'abonnement sera précisé par un arrêté du Maire.

Il faut savoir que nous avons supprimé 100 places payantes sur la commune que l'on a transformées soit en zone bleue, c'est-à-dire gratuite, soit en zone non payante. Je ne vais pas faire de la finance parce que vraiment la démarche qui est derrière ce n'est pas de faire rentrer de l'argent dans la commune, ce n'est pas le propos, le propos c'est de répondre au turnover. Concernant les horaires d'application du système, il démarre à 8h30 au lieu de 8h auparavant jusqu'à 12h et de 14h30 à 18h donc on a réduit l'amplitude payante donc globalement on fait aussi 1h de gratuité en plus. D'ailleurs, nos services n'étaient pas en mesure de verbaliser à 8h et puis la vie bagnolaise ne s'active qu'à partir de 8h30-9h et donc ce n'était pas la peine de créer une nuisance supplémentaire.

Donc, je résume tout cela. Le montant du forfait est de 30 €, l'abonnement résident est de 20 € pour un véhicule et de 10 € pour le second véhicule, pour les artisans, commerçants et caducées aujourd'hui on est à 40 €. Le coût horaire en paiement pour 1h est de 0.50 €, pour 2h 1.50 €, 3h 5 € et 7h 3.30 €. Si vous voulez rester au-delà il y a les parkings gratuits à l'extérieur. Je le répète encore une fois on veut du turnover, on veut des places libres. L'expérimentation que l'on vient de faire sur les zones bleues, d'après les retours de certains commerçants c'est plutôt une réussite et je pense qu'ils ne me disent pas ça pour me faire plaisir. J'ai oublié de parler pour toutes les personnes qui sont porteuses du macaron handicap, ça reste gratuit alors bien sûr sur une place handicapée, je précise.

J'ai essayé de partager avec vous cette présentation, ce n'était pas juste une application de la nouvelle loi. Nous y travaillons dessus depuis maintenant une année et encore une fois je vais remercier le travail qu'a fait Michel, Maxime, Philippe et Monique, c'est toute cette réflexion qui s'est construite pendant quasiment toute cette année.

**Serge ROUQUAIROL :** Le sujet nous a été présenté très clairement par Jérôme Talon à la Commission, de façon très très simple et pédagogique et puis j'allais vous poser une question sur le ¼ d'heure gratuit mais je crois que vous y avez, par anticipation, répondu puisqu'il semble, en effet, dans les choix de mise en service

des limites horaires du stationnement payant que vous avez effectivement davantage de stationnement gratuit qu'avant ce qui explique la disparition du ¼ d'heure en question je suppose ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Tout à fait et puis ce qu'il ne faut pas oublier c'est que la zone bleue vous mettez votre disque et vous avez à proximité des commerces, des services, vous avez 1h10, 1h, 1h30 de stationnement gratuit. En soit, le quart d'heure gratuit n'existe plus dans le parcmètre, dans le système de redevance mais par contre il existe dans la réalité.

**Serge ROUQUAIROL :** Alors je voulais juste rappeler que nous avons une exception française, il y a des pays où le stationnement sur le domaine public est quasiment interdit. En Angleterre, on vous interdit dans pratiquement toutes les rues et même à la campagne de stationner ailleurs que dans votre propriété privée. Je voulais aussi insister sur le fait que les résidents ce sont les résidents de la zone concernée, ce ne sont pas les résidents Bagnolais et puis je trouve que le choix d'un tarif caducée c'est très bien. Mon épouse, comme profession libérale, exerce à domicile pratiquement tous les matins et elle était tout le temps en train de courir après donc je pense que ce sont des solutions de bon sens. De la même façon que pour les commerçants, il s'agit bien des gens dont la nature du commerce leur impose de servir à domicile, de fréquenter les stationnements et non pas les commerçants qui stationneront à proximité de leur échoppe, ce n'est pas la même chose.

**Jean-Yves CHAPELET :** Merci. Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Je vous remercie parce que c'est l'aboutissement d'un travail assez conséquent de l'équipe. Je rappelle et je le dis, même si derrière il y a quand même un système financier qui tourne, le but ce n'est pas aujourd'hui de mettre plus de PV, de forfaits, le but est que le système tourne et que l'on arrive à éviter la désertification du centre-ville. Voilà je vous remercie.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 22 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **23**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Adhésion de la commune de La Bastide d'Engras au Syndicat Intercommunal d'Information Géographique (SIIG) et modification des statuts.**

**1/Note synthétique de présentation :**

Par délibération du 4 octobre 2017, le Comité syndical du SIIG a voté l'adhésion de la commune de La Bastide d'Engras et la modification de l'article 1 (constitution) et de l'article 5 (représentation) des statuts du SIIG.

Il convient donc de délibérer d'une part sur l'adhésion de la commune de La Bastide d'Engras au SIIG et d'autre part sur la modification des statuts du SIIG.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 5 décembre 2017.

**Jean-Yves CHAPELET** : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.  
Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? **1 abstention** (JP NAVARRO)

**La question n° 23 est adoptée à l'unanimité.**

Question supplémentaire

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

**Objet : Adhésion de la commune de Fontarèches au Syndicat Intercommunal d'Information Géographique (SIIG) et modification des statuts.**

**1/Note synthétique de présentation :**

Par délibération du 13 décembre 2017, le Comité syndical du SIIG a voté l'adhésion de la commune de Fontarèches et la modification de l'article 1 (constitution) et de l'article 5 (représentation) des statuts du SIIG.

Il convient donc de délibérer d'une part sur l'adhésion de la commune de Fontarèches au SIIG et d'autre part sur la modification des statuts du SIIG.

**Jean-Yves CHAPELET :** Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.  
Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? **1 abstention** (JP NAVARRO)

**La question est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **24**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Communication des décisions du Maire du n° 09/2017 au n° 20/2017.**

**N° 09/2017 :** Désignation d'un avocat pour défendre les intérêts de la commune contre un recours déposé par M. Yassine ELAZZOUZI auprès du TA de Nîmes.

Il s'agit d'un arrêté de fermeture des commerces qui est attaqué donc on a pris un avocat.

**N° 10/2017 :** Marché de services pour les prestations d'exploitation de type P1-P2-P3 GER – des équipements thermiques de chauffage, de climatisation-ventilation de confort, de production d'eau chaude sanitaire et de traitement des bâtiments communaux.

Il s'agit de la prolongation de 7 mois le contrat qui nous lie pour le chauffage.

**N° 11/2017 :** Marché de travaux concernant les travaux de restauration intérieure de l'église Saint-Jean-Baptiste de Bagnols-sur-Cèze.

**N° 12/2017 :** Marché de travaux concernant les travaux d'aménagement de la voirie et de restructuration des réseaux de la ville de Bagnols-sur-Cèze.

**N° 13/2017 :** Ouverture d'une ligne de trésorerie de 600 000 € auprès de la Caisse d'Epargne LR.

**N° 14/2017 :** Désignation d'un avocat pour défendre les intérêts de la commune contre un recours déposé par M. Nacer BAYOUD auprès du TA de Nîmes.

**N° 15/2017 :** Renouvellement d'un bail avec l'État, Ministère de l'économie et des finances – Direction générale des douanes et des droits indirects.

**N° 16/2017 :** Marché de travaux concernant les assurances de la ville de Bagnols-sur-Cèze.

**N° 17/2017 :** Convention avec la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien pour le financement des travaux entrant dans les thématiques du fonds de concours 2015.

**N° 18/2017 :** Convention avec la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien pour le financement des travaux entrant dans les thématiques du fonds de concours 2016.

**N° 19/2017 :** Acceptation d'un don fait par Mme Isabelle DAILLY aux archives municipales.

**N° 20/2017 :** Acceptation d'un remboursement d'assurance correspondant à un sinistre incendie du 3 décembre 2016 à l'école Jules-Ferry.

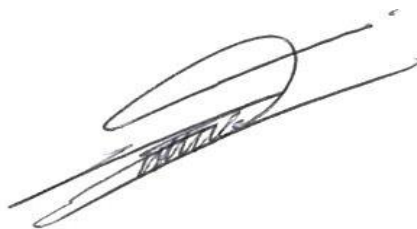
**Serge ROUQUAIROL :** Ces décisions du maire nous ont été communiquées en commission et je refais le même commentaire ici. Il est normal que nous nous défendions quand nous sommes attaqués alors que nous ne cherchons que le bien être des Bagnolais et la sûreté de tous donc nous espérons que nous gagnerons. J'avais souligné l'originalité de mon ancien collègue Dailly qui a tout le temps eu Bagnols au cœur et qui a rassemblé des documents de toute nature dont la ville va bénéficier et c'est tant mieux et je crois que c'est à peu près tout mais c'est important de voir que dans les décisions du Maire au quotidien se cache le détail de la vie de la commune.

**Jean Yves CHAPELET :** Je vous remercie, je vous souhaite à tous de passer de très bonnes fêtes, profitez-en, je pense que cette année qui vient de se dérouler a été éprouvante pour tout le monde. Je vous rappelle deux dates, le 10 février pour le prochain Conseil Municipal où M. CEGIELSKI fera ses armes sur le DOB et le 15 janvier pour la présentation des vœux du Maire.

L'ordre du jour étant terminé, la séance est levée à : **11 h 45.**

Le Maire

Jean-Yves CHAPELET

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'J. CHAPELET', with a large, sweeping flourish above it.